

LA PRESSE FRANÇAISE ET LES ATTENTATS D'ALGER

L'organisation terroriste se rapproche de l'Europe

Au lendemain des deux attentats terroristes à Alger, les quotidiens français ont, dans leur quasi-majorité, consacré leur une aux actes criminels perpétrés mercredi dans notre capitale. Ils sont encore très largement revenus hier sur ces attentats. Si, dans un premier temps, la presse française s'est contentée de décrire l'horreur vécue par les Algérois et s'est fait l'écho de la réprobation unanime des citoyens algériens face au retour à la violence dans notre pays, les titres français de vendredi se penchent, dans leur majorité, sur les incidences éventuelles des actions d'Al Qaïda au Maghreb sur l'Hexagone et, plus globalement, sur l'Europe. "L'organisation terroriste Al Qaïda se rapproche de l'Europe" titre, dans l'un de ses articles, le quotidien *Le Figaro*. Pour sa rédactrice, Isabelle Lasserre, la nouvelle filiale créée par l'organisation de Ben Laden en Afrique du Nord, autour du GSPC, fournit un tremplin aux djihadistes internationaux. Les actes commis ces derniers jours à Casablanca et à Alger ne sont, selon elle, "qu'un avant-gout de ce que la nébuleuse terroriste prépare dans la région". Pour ce quotidien, le GSPC, "considéré comme l'avant-garde terroriste du Maghreb, aurait été chargé par l'organisation d'Oussama Ben Laden d'unifier les différents groupes

islamistes de la région, notamment le Groupe islamique combattant du Maroc (GICM), responsable présumé des attentats de Casablanca en 2003 et de Madrid en 2004, et le Groupe islamiste combattant de Libye (GICL). Les relais installés en Algérie et au Maroc par Al Qaïda, poursuit le journal, sont d'autant plus intéressants pour l'organisation qu'ils sont plus proches de l'Europe que ne le sont les positions irakiennes.

Alain Rodier, ancien officier supérieur des services de renseignement et auteur en 2006 d'un ouvrage intitulé *El Qaïda, les connexions mondiales*, explique dans le quotidien *Libération* que la France n'est pas plus menacée qu'avant les attentats du Maghreb car, dit-il, "notre pays est déjà explicitement visé par Al Qaïda". Pour Alain Rodier, "aucun expert n'est stupé par les attentats d'Alger dans la mesure où "on savait que le réseau d'Alger, en pleine réorganisation autour d'un émir, Abdelhamid Saâdaoui, dit Abou el Haytani, il est fort probable qu'il soit derrière cette affaire". Pour le quotidien *Le Monde*, qui consacre de nombreux papiers aux attentats d'Alger, "Al Qaïda pour le Maghreb islamique veut désormais s'inscrire dans le djihad globalisé". Ce quotidien explique que selon une série de notes très récentes

des services de renseignement français (dont le journal a pris connaissance) "le changement d'appellation (du GSPC en Al Qaïda Maghreb) correspond à des intérêts mutuels entre la direction du GSPC et le noyau dur d'Al Qaïda : la première profite du prestige de la marque mondiale connue ; Al Qaïda, pour sa part, bénéficie du coup d'éclat de ses nouveaux représentants et développe ses réseaux dans le Maghreb. Le journal du soir reprend des propos du chercheur Olivier Roy, pour qui "le modèle GIA, reposant sur la lutte dans les maquis et la volonté de constituer un Etat islamique, ne fonctionne plus. La nouvelle génération n'a aucune stratégie de ralliement des masses ; elle s'inscrit dans un projet global, supranational. Ils sont beaucoup trop modernes pour avoir un projet politique élaboré. Ils veulent simplement frapper en ayant le plus grand impact médiatique". Et dans un autre papier, le journal *Le Monde* explique "qu'alors que ces attentats d'Alger sont un camouflet et un défi au pouvoir algérien et font voler en éclats la fiction d'une réussite de la politique de réconciliation nationale", ils rappellent aussi à l'Europe "et en particulier à la France, déjà menacée par l'ex-GSPC, que le danger d'Al Qaïda est tout proche. L'implantation des disciples de Ben Laden

au Maghreb, voire au Sahel, vise aussi à fournir aux terroristes des bases opérationnelles proches du continent européen. L'ex-GSPC semble d'ailleurs être un relais pour approcher une partie des populations sahéliennes", conclut le quotidien.

Poursuivre avec l'Algérie le chemin difficile de la collaboration

La presse s'est naturellement intéressée au dispositif antiterroriste en place après ces attentats dont tout le monde s'accorde à dire qu'ils peuvent atteindre la France et l'Europe. Dans un papier consacré par le journal *Libération* d'hier à l'arsenal antiterroriste français, le quotidien qualifie ce dernier de "rodé". Rappelant que la France connaît un répit de onze années (depuis les attentats terroristes du RER Port Royal), les responsables de la lutte antiterroriste expliquent que ce répit n'est pas dû au hasard mais au "dispositif unique au monde alliant un cadre juridique d'exception et un maillage policier serré. La lutte antiterroriste, explique le journal, "associe aujourd'hui plusieurs services des ministères de l'Intérieur et de la Défense. La Direction de la surveillance du territoire en est le bras armé le plus imposant (...)" au plus près du terrain, les renseignements généraux surveillent l'islam radical.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Après les attentats du World Trade Center et ceux de Londres, les policiers français se sont félicités d'avoir privilégié le renseignement humain sur le renseignement électronique, à la différence de leurs collègues anglo-saxons. Mais ce n'est pas tout, précise encore le journal, qui explique que la lutte antiterroriste veut aussi frapper au portefeuille. "La police française a créé, en septembre 2004, une unité financière antiterroriste intégrée au sein de la brigade criminelle. Sa mission est de surveiller des sociétés, des associations ou des patrimoines immobiliers de personnes appartenant à différentes mouvances susceptibles d'avoir des visées terroristes, afin de maintenir une pression permanente sur ces réseaux". Dans l'éditorial de vendredi, signé Gérard Dupuy, il y est expliqué que la France n'est pas d'aujourd'hui menacée, elles l'ont depuis longtemps. L'éditorialiste dit : "Contre cela, il n'existe aucune panacée. Il faut maintenir l'humble prophylaxie policière qui a, jusqu'ici, donné des résultats satisfaisants. Et il faut poursuivre avec l'Algérie le chemin difficile d'une collaboration qui a suscité, jusqu'à présent, plus de discours que de résultats." K. B.-A.

REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS...

► Canada : "Il faut que les responsables soient trouvés et traduits en justice"

A partir d'Ottawa, le ministre des Affaires étrangères canadien a condamné "énergiquement" le double attentat à la bombe survenu mercredi dernier à Alger. Il a déclaré : "Le Canada condamne énergiquement les attentats à la bombe barbares perpétrés contre le bureau du Premier ministre et un commissariat de police à Alger. Rien ne peut justifier de tels actes criminels. Il faut que les responsables soient trouvés et traduits en justice. Le Canada continuera d'appuyer le gouvernement et le peuple algériens."

► Turquie : "Luttions ensemble contre le terrorisme"

Dans son message adressé au président de la République, M. Ahmet Necdet Sezer, le président de la République turc a "fermement condamné" les attentats terroristes perpétrés mercredi dernier. "Je condamne fermement les attaques terroristes qui ont eu lieu à Alger et qui ont blessé et coûté la vie à plusieurs personnes", a-t-il affirmé dans son message. Tout en présentant ses condoléances au président Bouteflika et au peuple algérien, il a réitéré "le soutien de la Turquie à l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme". De son côté, le ministre turc des Affaires étrangères a appelé à "lutter ensemble" contre le terrorisme. "La Turquie, tout en condamnant fermement ces actes terroristes qui ont coûté des personnes innocentes, réitére à cette occasion son appel à lutter ensemble contre le terrorisme. La Turquie a toujours affirmé que la terreur n'a ni religion, ni nationalité, ni géographie, et qu'elle ne pourrait en aucune manière être tolérée et qu'il faut résolument lutter de manière solidaire et en coopération contre le terrorisme au niveau international", a-t-il indiqué.

► Syrie : "Ferme condamnation"

Le président syrien Bachar al-Assad a condamné les attentats "terroristes" qui ont frappé l'Algérie et le Maroc et souligné la solidarité de la Syrie avec ces deux pays. "Le président Assad a condamné fermement les attentats terroristes qui ont frappé la capitale algérienne et Casablanca au Maroc, et souligné sa solidarité avec ces deux pays", a rapporté l'agence officielle syrienne Sana.

► Grande-Bretagne : "Élevons-nous ensemble contre le fléau du terrorisme international"

Le Premier ministre britannique Tony Blair a condamné les attentats "atroces" survenus mercredi à Alger et offert son "soutien" au président algérien Abdelaziz Bouteflika. "J'ai été choqué et attristé en apprenant les attentats terroristes atroces d'hier (mercredi, ndr). Nos deux pays ont été victimes du terrorisme. Vous êtes au Royaume-Uni le 7 juillet 2005 (pour les attentats de Londres). Nous vous étions alors reconnaissants de votre soutien inconditionnel et je vous offre le même soutien aujourd'hui. Les attentats effroyables d'hier (mercredi, ndr) ne font que souligner l'importance que le

Royaume-Uni et l'Algérie continuent à s'élever ensemble contre le fléau du terrorisme international", a-t-il indiqué dans un communiqué.

► Egypte : "Attentats terroristes abjects"

La présidence de la République égyptienne a condamné jeudi "les attentats terroristes abjects" qui "ont visé des innocents". "Le président Hosni Moubarak exprime, au nom du gouvernement et du peuple égyptiens, ses sincères condoléances et sa compassion aux familles des victimes, tout en faisant part de la solidarité de l'Égypte avec le reste des pays et des peuples de la région dans la lutte contre les forces du terrorisme qui tentent de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité des citoyens", a indiqué un communiqué publié par la présidence égyptienne. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, M. Ahmed Abou el-Cheit avait, rappelé-t-on, qualifié de "crime odieux" les deux attentats à l'explosif perpétrés mercredi matin à Alger, par des "groupes terroristes sans foi ni loi", tout en exprimant la solidarité de son pays avec le peuple algérien et son gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme.

► Iran : "Attentats inhumains et ignobles"

Le porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Ali Hosseini, a condamné les attentats "inhumains et hideux" survenus mercredi à Alger. "Ces actes inhumains qui ont tué et blessé des Algériens sont contraires aux valeurs islamiques et humaines", a déclaré M. Hosseini, en qualifiant ces attentats d'"inhumains et ignobles".

► Parti socialiste ouvrier espagnol : "Répulsion et condamnation"

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE, au pouvoir) a exprimé jeudi son "absolute répulsion et condamnation" du double attentat terroriste d'Alger et fait part de sa "solidarité" avec les familles des victimes de ces attentats, les blessés et tout le peuple algérien. "Je tiens à réitérer notre absolue répulsion et condamnation de l'attentat terroriste sauvage qui s'est produit hier à Alger. C'est un fait qui démontre, une fois de plus, la nécessité que tous les pays et tous les gouvernements s'engagent à fond et de façon coordonnée dans la lutte contre la menace du terrorisme international", souligne une déclaration du comité exécutif fédéral du PSOE lue par le secrétaire chargé de l'organisation, José Blanco. Ce dernier a qualifié le terrorisme international de "fléau du XXI^e siècle" et a noté que les attentats du 11 avril à Alger viennent "allonger la liste de l'infamie sur laquelle sont inscrites des dates comme le 11 septembre 2001 à New York et Washington, le 11 juillet 2006 à Bombay ou le 11 mars 2004 à Madrid".

► Conseil des ministres italien : "Actes terroristes injustifiés"

Le président du Conseil des ministres italien, Romano Prodi, a condamné "fermement" les "actes terroristes injustifiés" dans un message adressé au président de

la République. "L'Italie réitére sa plus ferme condamnation de ces effroyables actes terroristes injustifiés et confirme à nouveau son soutien et sa solidarité au peuple algérien dans sa lutte contre le terrorisme", a indiqué M. Prodi. Tout en présentant ses condoléances au président Bouteflika et au peuple algérien, M. Prodi réitére son soutien au président de la République dans sa "bataille du civisme contre la barbarie du terrorisme".

► Alpha Oumar Konaré (UA) exprime "son horreur"

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Alpha Oumar Konaré, a exprimé jeudi "son horreur" et sa "solidarité". Dans un communiqué publié à Addis-Abeba, siège de l'UA, M. Konaré "a exprimé son horreur en apprenant les attentats terroristes à la bombe qui ont été perpétrés à Alger le 11 avril 2007". "Ces attentats mettent encore une fois en relief la gravité de la menace que représente le fléau du terrorisme pour l'Afrique. De tels attentats ne peuvent que renforcer notre détermination à lutter contre ce fléau avec tous les moyens", ajoute-t-il. "Le président condamne ces attaques dans les termes les plus forts. Il exprime ses condoléances au peuple algérien, et sa solidarité et celle des peuples africains avec le gouvernement et le peuple algériens en cette période difficile", conclut le communiqué.

► Union européenne (UE) : "Appel à la coordination de tous face à la menace terroriste"

La commissaire européenne chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, Mme Benita Ferrero-Waldner, a déclaré : "L'Algérie peut compter sur l'UE pour la soutenir dans sa lutte contre le terrorisme qui est aujourd'hui un problème mondial. Le haut représentant de l'UE, M. Javier Solana, rappelle-t-on, a appelé mercredi à la "vigilance, la détermination autant que la coordination de tous face à la menace terroriste". La présidence allemande de l'UE, pour sa part, s'était déclarée "consternée" par ces attentats qu'elle a condamnés "très fermement".

► OTAN : "Soutien dans la lutte antiterroriste"

Dans un message de son secrétaire général, M. Jaap de Hoop Scheffer, l'OTAN estime qu'"il ne peut y avoir de justification à de tels actes de violence et (qu'elle, ndr) continuera à travailler avec l'Algérie, partenaire dans le cadre du dialogue méditerranéen et l'ensemble de la communauté internationale pour aider à combattre le fléau terroriste".

► Amnesty International : "Des actes injustifiés"

Amnesty International a condamné, dans un communiqué, ces attentats affirmant que de "tels actes sont strictement interdits par le droit international et ne sauraient en aucun cas être justifiés". Pour elle, "ils sont la preuve d'un mépris flagrant pour les principes les plus élémentaires d'humanité".

Synthèse Meriem Ouyahia

► Front national algérien (FNA) : "Des actes inhumains"

Le Front national algérien (FNA), par le biais de son président Moussa Touati, a condamné ces attentats, estimant que "ces actes, qui ne militent pas dans l'intérêt des Algériens, ont été perpétrés au moment où le pays se bat pour la consécration de la paix et de la stabilité". Pour ce parti politique, ce genre d'actes "inhumains" ne peut conduire qu'à la détérioration de la situation dans le pays et le retour à la tragédie nationale dans le pays.

► Le Haut Conseil islamique (HCI) : Ferme condamnation

Le Haut conseil islamique (HCI) a "vigoureusement" condamné les actes criminels perpétrés mercredi matin à Alger par des "éléments tout à fait étrangers à l'Islam". Dans un communiqué, le HCI a noté que l'Islam "bannit la violence et la barbarie et que cette religion appelle à la paix, la tolérance, la fraternité et la solidarité, et prône l'entente, le dialogue et la coexistence entre les peuples, cultures, religions et civilisations". Le HCI s'est dit scandalisé que "des extrémistes osent assimiler de tels comportements aux hauts faits enregistrés lors de l'avènement de l'Islam", précisant que les "conquêtes menées du temps du Prophète (QSSSL) visaient à défendre cette religion..."

► Organisation des Scouts musulmans algériens : "Des actes visant la stabilité du pays"

L'Organisation des Scouts musulmans algériens (SMA) a qualifié ces actes de "lâches" et les a condamnés. Dans un communiqué, le SMA note que ces actes "visent le peuple algérien dans sa stabilité, sa sécurité et sa marche vers la paix et la réconciliation nationale, et son aspiration à une société moderne. Nous lançons un appel à toutes les forces nationales, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour stopper ce terrorisme international."

► Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) : "Redoubler de vigilance"

Le bureau national du Syndicat algérien des paramédicaux a dénoncé et condamné, dans un communiqué, avec "fermeté" ces actes criminels qui portent "atteinte à la sécurité et la stabilité de notre pays". Le SAP se dit "resté attaché à la paix et à la sécurité et appelle les Algériens et Algériens à redoubler de vigilance et à se mobiliser pour affronter ces agressions". Ce syndicat note : "Notre pays a connu d'autres épreuves et à sa faire face avec dignité, discipline et détermination."

► La Confédération algérienne du patronat (CAP) : "Pour un front national de patriotes"

La Confédération algérienne du patronat (CAP) a condamné avec rigueur les attentats "cruels et barbares" perpétrés par de "sombres criminels que seule la mobilisation éveillée et constante des Algériens et la rigueur dans la sécurité peuvent anéantir leurs desseins". Dans un communiqué, la CAP "s'incline avec dignité et fidélité devant les victimes, et présente à leurs familles ses condoléances ainsi qu'un prompt rétablissement aux blessés et appelle à la conforation dans les faits d'un front national de patriotes véritables et sincères contre les forfaits et atteintes envers la République".

► ONVTAD : "Toutes les forces vives du pays doivent s'unir"

L'Organisation nationale des victimes du terrorisme et des ayants droit (ONVTAD) a, dans un communiqué, condamné ces actes "lâches" et a appelé "toutes les forces vives du pays à s'unir pour tenir tête à ceux qui veulent que l'Algérie revienne aux années de braise et de destruction".

► Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef) : "Des actes criminels."

L'unpef a condamné "ces actes criminels" qui, selon elle, ont pour but "la destruction de toutes les initiatives qui veulent la paix". "Nous condamnons ces actes terroristes lâches qui ont conduit à l'effusion du sang d'innocents et appelons tous les enfants du peuple algérien à la vigilance et au maintien de la paix", est-il noté dans un communiqué.

► Association AlgérieEnsemble : "Ensemble manifestons notre condamnation"

L'Association AlgérieEnsemble a "renouvelé son soutien aux femmes et aux hommes d'Algérie qui ont payé un lourd tribut de sang au cours de ces quinze dernières années face au terrorisme islamiste". Dans un communiqué transmis à la rédaction, cette association a condamné "ces actes ignobles et sans réserve". Et d'ajouter : "La politique d'impunité, dont bénéficient de fait les massacreurs et les égorgeurs, n'a pas mis fin à la terreur, elle ne fait que conforter les assassins les plus radicaux et les plus résolu à mettre la région méditerranéenne à feu et à sang, avec les objectifs cyniquement affirmés de domination à travers le monde. Nous tenons à souligner l'irresponsabilité, ou plutôt la responsabilité, de certains qui, en France, n'ont d'autres préoccupations que de dédouaner les islamistes des crimes et terrorismes qu'ils répètent à travers l'ensemble de la planète." Enfin, cette association appelle "à manifester tout ensemble notre condamnation sans équivoque de l'islamisme terroriste et à manifester notre solidarité fraternelle".

Synthèse M. O.